

**Changement climatique -
Communiqué de presse conjoint de
M. François de Rugy, ministre
d'Etat, ministre de la Transition
écologique et solidaire,
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères,
et de Mme Frédérique Vidal,
ministre de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche et de
l'Innovation
(Paris, 08 octobre 2018)**

Nous saluons la publication aujourd'hui du rapport spécial du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) consacré aux "impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et aux trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5°C dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté". Ce document, qui avait été demandé par la COP 21 parallèlement à l'adoption de l'accord de Paris, documente l'urgence climatique sur la base de plus de 6.000 travaux scientifiques et constitue une nouvelle référence.

Le constat fait par le rapport est sans équivoque. Il confirme que le climat mondial s'est déjà réchauffé d'1°C environ en moyenne par rapport à l'ère préindustrielle et décrit en détail les conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C : recrudescence et intensification des événements climatiques extrêmes, hausse du niveau des mers, fonte des glaces, raréfaction des ressources en eau, diminution de la production agricole, accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine, atteintes à la santé, pertes économiques, accroissement de la pauvreté.

Le GIEC estime toutefois qu'il est encore possible de limiter cette hausse de la température à 1,5°C et d'en limiter les dégâts pour l'homme et son environnement, sous réserve de politiques publiques déterminées et d'investissements correctement orientés. Le rapport souligne que toutes les options permettant de ne pas dépasser une augmentation de 1,5°C nécessitent des transformations majeures, dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier, et qu'il est essentiel de les mettre en oeuvre rapidement.

La France a pris ses responsabilités en se fixant l'objectif ambitieux d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Les conclusions du rapport encouragent notre pays à poursuivre ses efforts : développement d'une mobilité propre, sortie progressive des énergies fossiles, réduction de notre consommation d'énergie et de notre production de déchets. La nouvelle stratégie bas carbone de la France et le deuxième plan national pour adapter la France au changement climatique seront présentés à la fin du mois.

À la suite de la deuxième édition du One Planet Summit qui s'est tenu en présence du président de la République en marge de la dernière Assemblée générale des Nations unies, nous appelons les pays signataires de l'accord de Paris à redoubler d'efforts pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. La France continuera de se mobiliser auprès de ses partenaires européens pour que les engagements pris lors de la COP 21 soient revus à la hausse, et que l'Union entraîne le reste du monde à tenir les objectifs de l'accord de Paris.

Le rapport du GIEC fournit une base solide au dialogue de facilitation, dit "dialogue Talanoa", qui se tiendra lors de la COP 24 à Katowice (3-14 décembre 2018) et qui doit conduire la communauté internationale à renforcer son ambition d'ici à 2020./.